



## Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Eliane LLORET, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY.

## **Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence 2018 - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Entre 2011 et 2016, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole a pu développer le plan décrit dans le contrat numérique passé avec l'État dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence (BNR).

Les chantiers durant ces cinq années ont été nombreux : large programme de numérisation patrimoniale, révision complète du portail de services et des catalogues, multiplication de l'offre de médiation numérique et fourniture d'accès distant aux éditions adaptées pour les bénéficiaires de l'exception handicap.

La reprise en 2017 des chantiers labellisés BNR à Montpellier a permis de faire subventionner par l'État deux opérations très importantes sur des crédits de la Dotation Générale de Décentralisation, au taux exceptionnel de 80%. Ces deux opérations ont amorcé un programme « BNR 2 ».

La première est une prolongation logique et indispensable du volet patrimonial du précédent contrat BNR, avec la mise en place de trois tables tactiles. Ces matériels et les applications qu'ils présentent permettent la médiation d'un patrimoine jusque-là difficilement accessible au grand public dans les espaces des médiathèques

La seconde, lancée fin 2017 pour la réalisation d'une étude de connectivité des médiathèques du réseau (et *a fortiori* de la médiathèque centrale requalifiée en 2019-2020) permet de garantir les prérequis techniques à toute perspective de développements numériques ultérieurs. Le projet de requalification de la médiathèque centrale Émile Zola, très ambitieux dans son offre de services numériques *in situ*, ne pouvait en effet se passer d'un examen rigoureux des capacités connectiques du bâtiment et de préconisations d'équipements logiciels capables d'assurer une gestion ergonomique des ressources proposées au public. Cette étude a démarré le 11 avril dernier.

Pour 2018, plusieurs opérations sont subventionnables, pour lesquelles la Métropole a d'ores et déjà inscrit des crédits à la hauteur des ambitions de son réseau de médiathèques. Tous les secteurs de l'innovation y sont représentés, toujours pour faire de la transition numérique un vecteur d'amélioration de notre offre de services.

### **1) Automatisation des transactions à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau : 97 782,59 € HT**

Depuis 2008, le réseau automatise chaque année une de ses médiathèques. Ce sont aujourd'hui 11 sites équipés sur les 15 que comptent le réseau. La médiathèque Jean-Jacques Rousseau (quartier Mosson à Montpellier) sera la douzième en 2018. De plus, le chantier RFID (Radio Frequency Identification) est destiné à poser un nouveau modèle intégrant le tri et le paiement des pénalités, afin d'augmenter encore la disponibilité des équipes pour la médiation des services et l'accueil de tous les publics.

### **2) Jeu vidéo - Réalité virtuelle et jeu en ligne : 28 491,02 € HT**

La créativité de la Métropole dans le secteur du jeu-vidéo est évidemment un stimulant puissant pour le réseau, qui tient à rester un relai public incontournable de cette culture numérique. Avec l'équipement e-sport de la médiathèque Federico Fellini en 2016, les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ont pu étendre le périmètre du temps fort annuel « *La Métropole en Jeu* » à la pratique numérique du jeu vidéo en équipes. Afin de proposer à davantage de public d'accéder aux équipements adéquats, la Métropole a inscrit à son budget une dotation complète pour les médiathèques Albert Camus à Clapiers et La Gare à Pignan et le câblage d'une régie pour le parc de consoles de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau à la Mosson.

### **3) Amélioration des performances du portail web, accessibilité des ressources aux utilisateurs en situation de handicap : 46 585€ HT**

Une montée de version du portail web des médiathèques permettra de proposer aux visiteurs les ressources du réseau sous une forme plus intuitive : réserver une station de travail, une console, demander la communication d'un document précieux, télécharger un livre numérique, réserver un programme de vidéo à la demande, consulter la presse quotidienne, etc.

La mise à jour de l'outil est l'occasion de tenir compte du baromètre mesurant l'accessibilité des ressources numériques, publié fin 2016. Une phase d'étude s'avère nécessaire pour spécifier à l'éditeur les correctifs nécessaires. Ils seront ainsi nativement apportés à la mise à jour et permettront aux utilisateurs en situation de handicap d'être à même de consulter nos ressources sur place et à distance dans des conditions exemplaires.

### **4) Médiation numérique – toujours plus d'inclusion : 7 437,22€ HT**

Les deux temps forts d'action culturelle du réseau pour la médiation numérique sont reconduits pour 2018-2019. Avec en novembre 2018 la réédition des actions pour la CodeWeek : ateliers, robotiques, rencontre métiers. Le nombre d'actions augmente et avec lui le besoin en petits matériels. En février 2019 c'est l'action Libr@vous qui valorisera la culture du logiciel libre et du participatif dans la transition numérique. Toutes les acquisitions de matériel robotique et informatique sont éligibles à un subventionnement.

### **5) Amélioration de l'interopérabilité du système d'information des médiathèques avec le système d'information géographique (SIG) : 4 700€ HT**

Afin d'utiliser les référentiels INSEE pour catégoriser les lecteurs lors de l'inscription – notamment du point de vue du renseignement géographique (codes IRIS par exemple), le réseau a demandé à son éditeur logiciel (INFOR) de connecter la base lecteurs à un référentiel national d'adresses, lui-même régulièrement enrichi par le SIG de la Métropole afin d'améliorer l'interopérabilité des systèmes.

Ce dispositif permettra par exemple de mieux coordonner le travail social réalisé pour les programmes nationaux de politique de la ville (par exemple les déploiements de *l'ideas box* dans les quartiers).

Le montant total de ces opérations en 2018 s'élèvera à 184 995,83€ HT.

L'ensemble du projet est éligible à une participation de l'État à hauteur de 40 ou 50% et le pré-dossier de ce projet a déjà fait l'objet d'un examen positif par les services du Ministère de la Culture le 27 mars dernier (Direction Régionale des Affaires Culturelles et Service Livre et Lecture).

Les opérations BNR 2017 et 2018 permettent une nouvelle progression des services numériques aux usagers ; elles nous assurent la prolongation du label Bibliothèque Numérique de Référence, qui donnera lieu en 2018-2019 à une proposition de conventionnement avec l'État.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès des services de l'Etat pour les opérations menées dans le cadre du nouveau projet « Bibliothèque Numérique de Référence »,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 6 juin 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180531-42907-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 06/06/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Plan de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.